

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Christophe De Beukelaer, *Conseiller communal-Président* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre* ;
Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, *Échevins* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Caroline Lhoir, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck , Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghouni , *Conseillers communaux* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale*.

Excusés

Alexia Bertrand, Yvan Verougstraete, Laurent de Spirlet, *Conseillers communaux*.

Séance du 16.12.25

**#Objet : CC - Règlement-redevance relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics -
Modification - Prorogation #**

Séance publique

Taxes

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics, voté par le Conseil communal en séance du 19.09.2023, devenu obligatoire en date du 25.09.2023, applicable pour la période du 25.09.2023 au 31.12.2025 ;

Vu le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public de Woluwe-Saint-Pierre, tel que modifié pour la dernière fois par le Conseil communal en séance du 28.06.2022, applicable à partir du 01.07.2022 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que la Commune doit percevoir des recettes pour assurer le financement de ses dépenses ;

Considérant la nécessité d'absorber au mieux l'impact négatif de l'inflation pour la Commune avec l'aide de l'indexation annuelle des taux sur base de l'indice des prix à la consommation du Royaume ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE, de modifier et de proroger comme suit le règlement-redevance relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics :

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.01.2026 au 31.12.2031, une redevance communale sur l'occupation d'un emplacement sur les marchés publics.

A. Marchés publics gérés directement par la commune

Article 2.-

Le tarif journalier de la redevance est fixé comme suit :

- pour les marchés des mardi (Stockel), mercredi (Sainte-Alix) et vendredi (Stockel) :
4,50 EUR par mètre courant avec un minimum de 9,00 EUR ;
- pour les marchés du samedi (Stockel) :
6,00 EUR par mètre courant avec un minimum de 12,00 EUR ;

La profondeur des échoppes ou des étals est limitée à 3 mètres.

Article 3.-

Les marchands faisant usage des infrastructures communales relatives à l'électricité s'acquitteront de la redevance forfaitaire suivante :

- pour les petits consommateurs (éclairage, balance, ...) :
4,50 EUR par jour par marché ;
- pour les gros consommateurs (comptoir frigorifique, réfrigérateur, rôtière, ...) :
8,50 EUR par jour par marché.

Article 4.-

En cas de paiement anticipé pour une période d'un trimestre, le tarif journalier de la redevance est fixé comme suit :

- pour les marchés des mardi (Stockel), mercredi (Sainte-Alix) et vendredi (Stockel) :
3,00 EUR par mètre courant pour les 15 premiers mètres ;
1,80 EUR par mètre courant supplémentaire.
- pour les marchés du samedi (Stockel) :
4,20 EUR par mètre courant pour les 15 premiers mètres ;
3,00 EUR par mètre courant supplémentaire.

L'abonnement trimestriel est calculé sur base de 12 semaines.

Article 5.-

Toute fraction de mètre est comptée pour une unité.

Article 6.-

Les tarifs de la redevance sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume.

Ceux de l'exercice d'application en cours sont calculés selon la formule suivante :

tarif de base x nouvel indice

indice de base

Le tarif de base est le montant initial spécifié dans le présent règlement-redevance.

L'indice de base est l'indice d'octobre 2025.

Le nouvel indice est l'indice d'octobre de l'année précédant l'exercice d'application.

Après application du coefficient, le montant est arrondi au multiple supérieur de 10 cents.

Toutefois, pour les articles 2 et 3, vu que le paiement se fait parfois en espèces, pour des raisons pratiques, le montant est arrondi au multiple de 50 cents le plus proche du résultat du calcul.

Article 7.-

La redevance est due par les marchands qui ont obtenu l'autorisation de s'installer sur les marchés publics.

Article 8.-

Les marchands sont tenus de respecter la réglementation de police en matière d'organisation des marchés.

Article 9.-

Les occupants doivent en tout temps pouvoir fournir l'autorisation d'occuper un emplacement sur le marché ainsi que la preuve du paiement dudit emplacement.

Article 10.-

Tout participant à un marché public qui, exceptionnellement, occupe une surface supérieure à celle pour laquelle il a obtenu une autorisation, voit le montant de la redevance majoré du droit calculé au tarif journalier par mètre courant supplémentaire. Il est tenu de payer ce supplément immédiatement.

Article 11.-

La redevance journalière est payable entre les mains du placier.

L'abonnement trimestriel est payable par virement bancaire, dans les 15 jours de la date d'envoi de la facture et au moins 8 jours avant le début du trimestre pour lequel le paiement est effectué.

Recouvrement amiable

Article 12.-

A défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un premier rappel sans frais est envoyé au

redevable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, des frais administratifs d'un montant de 10,00 EUR sont réclamés au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Article 13.-

À défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable dont les frais d'un montant de 15,00 EUR sont à sa charge.

Réclamation amiable

Article 14.-

La réclamation doit être adressée :

- soit par courrier postal au service Taxes, avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles.
Elle doit être signée et motivée par le redevable ou son représentant ;
- soit par courrier électronique à l'aide obligatoirement du formulaire, dûment complété et signé, disponible sur le site internet de la Commune (www.woluwe1150.be) sous la rubrique "Redevance - Réclamation".

La réclamation doit, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture.

Article 15.-

La décision sur la réclamation est envoyée au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation et n'est pas susceptible de recours.

En cas de rejet de la réclamation et dès le lendemain de la date d'envoi de la décision, la redevance contestée est considérée comme exigible, définitive et certaine.

Article 16.-

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à l'envoi de la décision au redevable, la délivrance d'une contrainte est proscrite et les éventuelles procédures judiciaires de recouvrement sont suspendues.

Recouvrement forcé

Article 17.-

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.

Dans l'éventualité où une contrainte ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Recours contre la procédure de recouvrement forcé (contrainte)

Article 18.-

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévu à l'article 137bis de la nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation.

En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Compétences des juridictions

Article 19.-

Toute contestation à naître de l'application du présent règlement-redevance relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Toute contestation à naître suite à la signification de la contrainte non-fiscale par un huissier de justice relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

B. Marchés publics dont la gestion est concédée à un concessionnaire

Article 20.-

Le tarif journalier de la redevance est fixé comme suit :

- pour les marchés du mercredi (Maïeurs) :

2,50 EUR par mètre courant.

La profondeur des échoppes ou des étals est limitée à 3 mètres.

- pour les marchés du jeudi (Chant d'Oiseau) :
2,00 EUR par mètre courant.

La profondeur des échoppes ou des étals est limitée à 2 ou 4 mètres en fonction des impératifs de chaque secteur du marché.

Article 21.-

Les marchands faisant usage des infrastructures communales relatives à l'électricité s'acquitteront de la redevance forfaitaire suivante :

- pour les petits consommateurs (éclairage, balance, ...) :
4,50 EUR par jour par marché ;
- pour les gros consommateurs (comptoir frigorifique, réfrigérateur, rôtière, ...) :
8,50 EUR par jour par marché.

Article 22.-

Les tarifs de la redevance pour l'électricité sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume.

Ceux de l'exercice d'application en cours sont calculés selon la formule suivante :

tarif de base x nouvel indice

indice de base

Le tarif de base est le montant initial spécifié dans le présent règlement-redevance.

L'indice de base est l'indice d'octobre 2025.

Le nouvel indice est l'indice d'octobre de l'année précédant l'exercice d'application.

Après application du coefficient, vu que le paiement se fait parfois en espèces, pour des raisons pratiques, le montant est arrondi au multiple de 50 cents le plus proche du résultat du calcul.

Article 23.-

Les marchands faisant usage des infrastructures du concessionnaire relatives à l'électricité s'acquitteront de la redevance forfaitaire fixée par le concessionnaire qui opère une distinction entre petits et grands consommateurs.

Article 24.-

En cas de paiement anticipé pour une période d'un mois, le tarif mensuel de la redevance est fixé comme suit :

- pour le marché du mercredi (Maîtres) :
9,00 EUR par mètre courant ;
- pour le marché du jeudi (Chant d'Oiseau) :
7,20 EUR par mètre courant.

L'abonnement mensuel est calculé sur base de 4 semaines.

Article 25.-

Toute fraction de mètre est comptée pour une unité.

Article 26.-

Les marchands sont tenus de respecter la réglementation de police en matière d'organisation des marchés.

Article 27.-

Les occupants doivent en tout temps pouvoir fournir l'autorisation d'occuper un emplacement sur le marché ainsi que la preuve du paiement dudit emplacement.

Article 28.-

Tout participant à un marché public qui, exceptionnellement, occupe une surface supérieure à celle pour laquelle il a obtenu une autorisation, voit le montant de la redevance majoré du droit calculé au tarif journalier par mètre courant supplémentaire. Il est tenu de payer ce supplément immédiatement.

Article 29.-

La redevance journalière est payable entre les mains du placier.

Les marchands abonnés devront payer de manière anticipative le droit de places et droits d'électricité avant le 20 de chaque mois et verser le montant de ces droits sur le compte bancaire du concessionnaire.

Par dérogation à ce principe, en cas de non-paiement effectué par virement avant le 1^{er} jour de chaque mois qui suit, le concessionnaire est autorisé à percevoir les droits dus par les marchands abonnés retardataires de la main à la main, contre reçu, sur le marché dès le 1^{er} jour du mois qui suit.

Recouvrement amiable

Article 30.-

Les droits de place et d'électricité sont perçus par le concessionnaire ou son préposé sous son entière responsabilité.

Compétences des juridictions

Article 31.-

Toute contestation à naître de l'application du présent règlement-redevance relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

La Secrétaire communale,
(s) Florence van Lamsweerde

Le Président,
(s) Christophe De Beukelaer

POUR EXTRAIT CONFORME
Woluwe-Saint-Pierre, le 18 décembre 2025

La Secrétaire communale,

Florence van Lamsweerde

Le Bourgmestre,

Benoît Cerexhe

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Christophe De Beukelaer, <i>Gemeenteraadslid-Voorzitter</i> ; Benoît Cerehe, <i>Burgemeester</i> ; Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, <i>Schepenen</i> ; Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Caroline Lhoir, Cécile Vaincel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck , Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghouni , <i>Gemeenteraadsliden</i> ; Florence van Lamsweerde, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Alexia Bertrand, Yvan Verougstraete, Laurent de Spirlet, <i>Gemeenteraadsliden</i> .

Zitting van 16.12.25

#Onderwerp : GR - Retributiereglement betreffende de ambulante activiteiten op de openbare markten - Wijziging - Verlenging #

Openbare zitting

Belastingen

DE RAAD

Gelet op het retributiereglement betreffende de markten, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 19.09.2023, verbindend geworden op datum van 25.09.2023, toepasselijk voor de periode van 25.09.2023 tot 31.12.2025 ;

Gelet op het reglement betreffende de ambulante activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein van Sint-Pieters-Woluwe, zoals de laatste keer gewijzigd door de Gemeenteraad in zitting van 28.06.2022, toepasselijk vanaf 01.07.2022 ;

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet innen om de financiering van haar uitgaven te verzekeren ;

Overwegende de noodzaak om de negatieve gevolgen van de inflatie voor de Gemeente met behulp van een jaarlijkse indexering van de aanslagvoeten op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk zo goed mogelijk te absorberen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT, het retributiereglement betreffende de ambulante activiteiten op de openbare markten als volgt te wijzigen en te verlengen :

Artikel 1.-

Er wordt, voor de periode van 01.01.2026 tot 31.12.2031, een gemeenteretributie geheven op de inname van een plaats op de openbare markten.

A. Openbare markten die rechtstreeks door de gemeente worden beheerd

Artikel 2.-

Het dagtarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- voor de dinsdag- (Stokkel), woensdag- (Sinte-Aleidis) en vrijdagmarkten (Stokkel) :
4,50 EUR per lopende meter met een minimum van 9,00 EUR ;
- voor de zaterdagmarkten (Stokkel) :
6,00 EUR per lopende meter met een minimum van 12,00 EUR ;

De diepte van de kramen of de stalletjes wordt beperkt tot 3 meter.

Artikel 3.-

De handelaars die gebruik maken van gemeentelijke infrastructuur betreffende de elektriciteit zullen de volgende forfaitaire retributie moeten betalen :

- voor de kleine verbruikers (verlichting, weegschaal, ...) :
4,50 EUR per dag per markt ;
- voor de grote verbruikers (koeltoonbank, koelkast, braadspit, ...) :
8,50 EUR per dag per markt.

Artikel 4.-

In geval van vervroegde betaling voor een periode van een trimester, wordt het dagtarief van de retributie als volgt vastgesteld :

- voor de dinsdag- (Stokkel), woensdag- (Sinte-Aleidis) en vrijdagmarkten (Stokkel) :
3,00 EUR per lopende meter voor de eerste 15 meter ;
1,80 EUR per bijkomende lopende meter.
- voor de zaterdagmarkten (Stokkel) :
4,20 EUR per lopende meter voor de eerste 15 meter ;
3,00 EUR per bijkomende lopende meter.

Het driemaandelijks abonnement wordt op basis van 12 weken berekend.

Artikel 5.-

Elke fractie van een meter telt voor één eenheid.

Artikel 6.-

De tarieven van de retributie worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijsen van het Koninkrijk.

Deze voor het lopende toepassingsjaar worden berekend volgens de volgende formule :

basistarief x nieuw indexcijfer

basisindexcijfer

Het basistarief is het initiële bedrag dat in onderhavig retributiereglement wordt vastgesteld.

De basisindex is de index voor oktober 2025.

De nieuwe index is de index voor oktober van het jaar voorafgaand aan het toepassingsjaar.

Na toepassing van die coëfficiënt, wordt het bedrag afgerond naar het hogere veelvoud van 10 cent.

Voor de artikels 2 en 3 wordt het bedrag echter om praktische redenen afgerond op het dichtstbijzijnde veelvoud van 50 cent, omdat er soms contant wordt betaald.

Artikel 7.-

De retributie is verschuldigd door de handelaars die de toelating verkregen hebben zich op de openbare markten te vestigen.

Artikel 8.-

De handelaars zijn verplicht de politiereglementering betreffende de organisatie van markten na te leven.

Artikel 9.-

De toelating om een standplaats te bezetten moet op ieder ogenblik kunnen getoond worden, alsook het bewijs van betaling voor deze standplaats.

Artikel 10.-

Voor elke deelnemer die, uitzonderlijk, een grotere oppervlakte inneemt dan die waarvoor hij een toelating verkregen heeft, wordt het bedrag van de retributie verhoogd met het recht berekend volgens het dagtarief per aanvullende lopende meter. Hij is verplicht dit bedrag onmiddellijk te betalen.

Artikel 11.-

De retributie op dagbasis is betaalbaar in handen van de marktmeester.

Het driemaandelijks abonnement is betaalbaar per bankoverschrijving, binnen de 15 dagen van de verzendingsdatum van de factuur en ten minste 8 dagen vóór het begin van het trimester waarvoor betaald wordt.

Minnelijke invordering

Artikel 12.-

Bij gebrek aan volledige betaling van de factuur binnen de toegekende termijn, wordt een eerste kosteloze herinnering gestuurd naar de retributieplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren.

Indien een tweede herinnering noodzakelijk is, worden administratieve kosten voor een bedrag van 10,00 EUR geëist van de retributieplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren.

Artikel 13.-

Bij gebrek aan betaling op de vervaldatum, wordt een aangetekende ingebrekestelling gericht aan de retributieplichtige waarvan de kosten ten belope van 15,00 EUR te zijnen laste zijn.

Minnelijk bezwaar

Artikel 14.-

Het bezwaar moet gericht worden :

- hetzij per brief via post aan de dienst Belastingen, Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel.
Het moet ondertekend en gemotiveerd zijn door de retributieplichtige of zijn vertegenwoordiger ;
- hetzij per mail via het verplicht formulier, volledig ingevuld en ondertekend, beschikbaar op de internetsite van de Gemeente (www.woluwe1150.be) onder de rubriek "Retributie - Bezwaar".

Het bezwaar moet ingediend worden, op straffe van verval, binnen een termijn van 3 maanden te tellen vanaf de datum van de verzending van de factuur.

Artikel 15.-

De beslissing over het bezwaar wordt opgestuurd naar de retributieplichtige binnen de 3 maanden na de ontvangst van het bezwaar en er kan geen beroep worden ingesteld.

In geval van afwijzing van het bezwaar en vanaf de dag na de datum van de verzending van de beslissing, wordt de retributie als invorderbaar, definitief en zeker beschouwd.

Artikel 16.-

Gedurende de hele afhandelingsprocedure vanaf het bezwaar tot aan de verzending van de beslissing aan de retributieplichtige, is de afgifte van een dwangbevel verboden en worden de eventuele juridische invorderingsprocedures opgeschort.

Gedwongen invordering

Artikel 17.-

In geval van niet betaling op het einde van de minnelijke invorderingsprocedure en voor zover geen enkel minnelijk bezwaar hangende is, wordt op verzoek van de Gemeenteontvanger een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op basis van een niet-fiscaal dwangbevel dat uitvoerbaar werd verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Overeenkomstig de voorzieningen van het Strafwetboek, vallen de kosten van deze procedure volledig ten laste van de retributieplichtige.

In het geval aan een dwangbevel niet kan worden voldaan, wordt de retributieplichtige voor de rechtbank gedagvaard volgens de voorschriften en termijnen voorzien door het Burgerlijk en het Strafwetboek.

Beroep tegen de gedwongen invorderingsprocedure (dwangbevel)

Artikel 18.-

De retributieplichtige kan beroep aantekenen tegen het dwangbevel volgens de voorschriften en termijnen voorzien in artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet, te weten binnen de maand van de betekening van het dwangbevel via verzoekschrift of dagvaarding.

In geval van beroep, nodigt de Gemeenteontvanger de gerechtsdeurwaarder uit de procedure op te schorten tot wanneer een in kracht van gewijsde gegane beslissing is genomen.

Gerechtelijke bevoegdheid

Artikel 19.-

Elke toekomstige betwisting van de toepassing van huidig retributiereglement valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

Elke toekomstige betwisting als gevolg van een niet-fiscaal dwangbevel door een gerechtsdeurwaarder valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

B. Openbare markten waarvan het beheer toevertrouwd is aan een concessiehouder

Artikel 20.-

Het dagtarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- voor de woensdagmarkten (Meiersplein) :
2,50 EUR per lopende meter.

De diepte van de kramen of de stalletjes wordt beperkt tot 3 meter.

- voor de donderdagmarkten (Vogelzang) :
2,00 EUR per lopende meter.

De diepte van de kramen of stalletjes is beperkt tot 2 of 4 meter, afhankelijk van de eisen van elke marktsector.

Artikel 21.-

De handelaars die gebruik maken van gemeentelijke infrastructuur betreffende de elektriciteit zullen de volgende forfaitaire retributie moeten betalen :

- voor de kleine verbruikers (verlichting, weegschaal, ...) :
4,50 EUR per dag per markt ;
- voor de grote verbruikers (koeltoonbank, koelkast, braadspit, ...) :
8,50 EUR per dag per markt.

Artikel 22.-

De tarieven van de retributie voor de elektriciteit worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk.

Deze voor het lopende toepassingsjaar worden berekend volgens de volgende formule :

basistarief x nieuw indexcijfer

basisindexcijfer

Het basistarief is het initiële bedrag dat in onderhavig retributiereglement wordt vastgesteld.

De basisindex is de index voor oktober 2025.

De nieuwe index is de index voor oktober van het jaar voorafgaand aan het toepassingsjaar.

Na toepassing van die coëfficiënt wordt het bedrag, aangezien er soms contant wordt betaald, om praktische redenen afgerond op het dichtstbijzijnde veelvoud van 50 cent.

Artikel 23.-

De handelaars die gebruik maken van de elektriciteitsinfrastructuur van de concessiehouder betalen de door de concessiehouder vastgestelde forfaitaire retributie, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen kleine en grote verbruikers.

Artikel 24.-

In geval van vervroegde betaling voor een periode van één maand wordt het maandelijkse tarief van de retributie als volgt vastgesteld :

- voor de woensdagmarkt (Meiersplein) :
9,00 EUR per lopende meter ;
- voor de donderdagmarkt (Vogelzang) :
7,20 EUR per lopende meter.

Het maandelijks abonnement wordt op basis van 4 weken berekend.

Artikel 25.-

Elke fractie van een meter telt voor één eenheid.

Artikel 26.-

De handelaars zijn verplicht de politiereglementering betreffende de organisatie van markten na te leven.

Artikel 27.-

De toelating om een standplaats te bezetten moet op ieder ogenblik kunnen getoond worden, alsook het bewijs van betaling voor deze standplaats.

Artikel 28.-

Voor elke deelnemer die, uitzonderlijk, een grotere oppervlakte inneemt dan die waarvoor hij een toelating verkregen heeft, wordt het bedrag van de retributie verhoogd met het recht berekend volgens het dagtarief per aanvullende lopende meter. Hij is verplicht dit bedrag onmiddellijk te betalen.

Artikel 29.-

De retributie op dagbasis is betaalbaar in handen van de marktmeester.

De handelaars die een abonnement nemen, moeten vóór de 20ste van elke maand de standplaatsrechten en de elektriciteitsvergoeding vooruit betalen en het bedrag van deze rechten overmaken op de bankrekening van de concessiehouder.

In afwijking van dit beginsel is de concessiehouder gemachtigd om, in geval van niet-betaling per bank vóór de eerste dag van elke volgende maand, de door de laattijdige abonnees verschuldigde vergoedingen vanaf de eerste dag van de volgende maand persoonlijk, tegen ontvangstbewijs, op de markt te innen.

Minnelijke invordering

Artikel 30.-

De standplaatsrechten en elektriciteitsvergoedingen worden geïnd door de concessiehouder of zijn aangestelde, onder zijn uitsluitende verantwoordelijkheid.

Gerechtelijke bevoegdheid

Artikel 31.-

Elke toekomstige betwisting van de toepassing van huidig retributiereglement valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Florence van Lamsweerde

De Voorzitter,
(g) Christophe De Beukelaer

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Pieters-Woluwe, 18 december 2025

De Gemeentesecretaris,



Florence van Lamsweerde

De Burgemeester,



Benoît Cerexhe